

J'en reviens au bill, parce que l'inaction et les temporisations du gouvernement ont fini par provoquer dans son cas également une situation de crise. Il est prévu au bill à l'étude que le total des autorisations accordées à la SEE passerait de 8.85 à 26 milliards. Ces 26 milliards, c'est le dixième de la valeur actuelle du produit national brut.

Depuis 1969, année de création de la SEE, le montant des capitaux qu'elle est autorisée à prêter aux entreprises est passé de 600 millions à 10 milliards; il a été multiplié par 16 en moins de 10 ans. Au chapitre des assurances aux entreprises, le plafond des en-cours est passé dans le même temps de 250 millions à 10 milliards. Il s'agit donc d'une croissance absolument fantastique.

Mais il faut se demander ce que les prêts de la SEE peuvent bien rapporter aux Canadiens. Pour ne citer que quelques exemples, la SEE a prêté quelque 350 millions pour le financement d'usines de pâtes et papiers en Pologne, au Pérou, en Roumanie, en Argentine et en Iran. Ces installations réalisées avec des biens d'équipement canadiens finiront par concurrencer nos propres usines de pâtes et papiers sur les marchés. C'est d'autant plus inquiétant que nos fabricants de pâtes et papiers ont du mal à trouver des marchés depuis quelques années.

Par ailleurs, la SEE a financé pour 78 millions de dollars la mise en exploitation de mines de nickel au Guatemala et en Indonésie. Nous savons hélas, que 4,000 mineurs canadiens ont perdu leurs emplois dernièrement à Sudbury à cause de la condition des marchés mondiaux de nickel. C'était avant que les deux nouvelles mines de nickel financées par la SEE, employant une main-d'œuvre moins chère qu'au Canada, ne commencent à produire à pleine capacité.

Et aussi la Société a financé une petite aciérie au New Jersey dont la construction a coûté quelques 47 millions. Elle en a financé d'autres aux Texas, au Minnesota et en Grande-Bretagne. En fait, la Société a affecté quelques 100 millions de dollars, provenant des deniers publics, pour financer des aciéries à l'étranger alors que pendant ce temps, la compagnie Algoma Steel éprouve des difficultés à vendre ses laminés d'acier, alors que la compagnie Stelco est obligée de ralentir la construction de son usine de Nanticoke parce que ses produits finis ne trouvent pas preneur.

En outre, la Société a financé des projets dans de nombreux pays derrière le rideau de fer comme, par exemple, la Russie, la Pologne, et je l'ai déjà mentionné, la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, la Roumanie, la Bulgarie et Cuba. Un bon nombre de ces entreprises vont concurrencer directement les fabricants canadiens quand elles seront en activité. Étant donné que dans tous ces pays l'économie est une affaire d'État, il est possible d'ajuster les salaires de manière à ce que leurs entreprises puissent concurrencer les marchés mondiaux et même concurrencer injustement le Canada.

Ce qu'il ne faut pas perdre de vue, et ce sur quoi j'insiste aujourd'hui, c'est que les activités de la Société pour l'expansion des exportations peuvent paraître profitables à court terme pour le Canada. Même si nous vendons à l'étranger des biens d'équipement pour la construction d'usines sidérurgiques et de pâtes et papiers, ce n'est qu'un avantage à court terme que nous en tirerons. A long terme, les Canadiens perdront des emplois au profit d'entreprises et de projets qui sont financés à l'étranger par la Société pour l'expansion des exportations. Ces

usines sont plus efficaces parce qu'elles sont nouvelles, d'une exploitation moins coûteuse, et qu'elles bénéficient de la main-d'œuvre meilleur marché de ces pays. A long terme, quel profit en retirera le Canada, si nous compromettons nos propres industries, pour quelques contrats d'exportation qui ne nous apporteront que des avantages à court terme?

● (1532)

Le problème est en partie attribuable au fait que le gouvernement n'a élaboré aucune stratégie industrielle à long terme à l'intention de la Société pour l'expansion des industries.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Le gouvernement au pouvoir depuis dix ans, a essuyé une série d'échecs. Mais la faillite la plus importante pour l'avenir à long terme du pays, c'est qu'il n'a pas su donner l'orientation voulue au développement de l'industrie canadienne. Par exemple, le Canada prend part aux entretiens du GATT sans autre stratégie industrielle que celle de suivre les Américains. Ou alors, nous avons la Société pour l'expansion des exportations qui dépense les fonds de l'État pour créer à l'étranger des usines qui viendront concurrencer le Canada et provoquer du chômage chez nous, sans compter les multiples décisions absurdes qui ne peuvent que compromettre sérieusement à long terme les intérêts du Canada. Le Canada doit avoir une stratégie industrielle nationale qui lui permettra d'orienter les activités de la Société pour l'expansion exportations, et d'adopter une politique précise à la table des négociations du GATT. Au lieu de tout cela, nous avons des budgets semestriels et les factures de la Société pour l'expansion des exportations qui nous sont présentées à la dernière minute, en plein état de crise, si bien qu'il est impossible alors de procéder à un examen détaillé comme l'exigent pourtant l'intérêt public et la Chambre des communes.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Ce qui ressort le plus clairement dans tout cela, c'est que la Société pour l'expansion des exportations ne fait que très peu de planification à long terme. C'est une organisation qui improvise et qui agit sans les directives d'une véritable stratégie industrielle nationale. Elle cherche à s'assurer des profits immédiats, mais ne s'attarde pas aux coûts à long terme que le Canada devra payer pour l'usage qu'il est fait de l'argent canadien à l'étranger.

Je ne blâme nullement les directeurs de la Société pour l'expansion des exportations. Comme toujours, la faute en est au gouvernement du jour et à ses politiques. Il n'a pas su donner l'orientation nécessaire à la Société pour l'expansion des exportations, pas plus qu'il n'a su doter le pays d'une stratégie industrielle dont nous avons pourtant grand besoin. Toutes ces lacunes nous amènent à la crise que nous traversons actuellement, au dilemme où la SEE se trouve à présent.

Le gouvernement a retardé si longtemps la présentation de ce texte législatif qu'il a fait naître une situation de crise. Nous allons l'aider à sortir de cette crise. Nous allons aussi l'aider à relever très rapidement le capital autorisé de la SEE. Mais en comité, à la prochaine étape de discussion du bill, nous allons proposer que les plafonds soient réduits de 10 milliards de dollars au total.